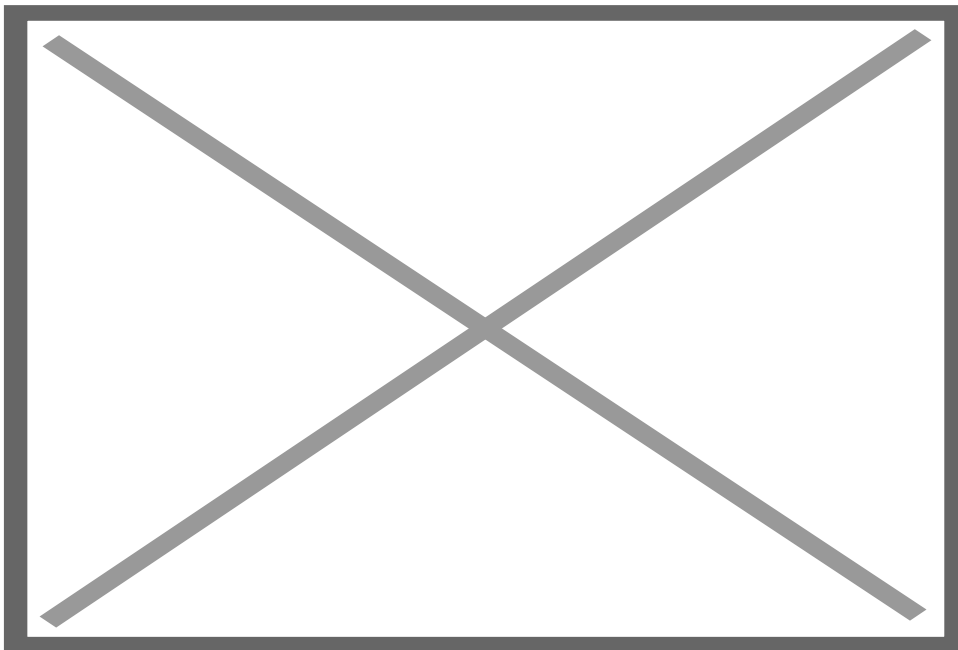


## Retour sur la marche du retour, vue de Haïfa ? Conversation avec Majd Kayyal

### Description

Haïfa ? 24 mai 2018

Retour sur la marche du retour, vue de Haïfa  
Conversation avec Majd Kayyal, propos recueillis par Michèle Sibony (*Les italiques dans le texte sont d'elle*)



*Photo : Majd Kayyal*

***La marche du retour a pris une importance particulière cette année, en raison de l'anniversaire des 70 ans de la Nakba, avec la répression des manifestations de Gaza, mais aussi avec les manifestations organisées à Haïfa dont celle très violemment réprimée du 18 mai dernier. Comment analyser la portée de ces événements, la lumière des célébrations précédentes ?***

La marche du retour est organisée chaque année en Palestine depuis plus de 20 ans. Sur le territoire de 1948, on peut faire deux remarques, la date de la marche est calculée sur le calendrier hébraïque religieux de la « fête d'indépendance », et non sur le calendrier chrétien. Cette date varie donc chaque année selon le calendrier hébraïque : Cette année c'était le 29 avril par exemple, l'an dernier le 19 avril je crois ? Il n'y a quasiment jamais donc de marche ou d'événement commémoratif organisé le 15 mai, jour choisi pour la Nakba palestinienne. C'est le jour férié de l'indépendance israélienne qui est celui des commémorations. La

marche ne d'orange donc pas et s'insère dans la normalité de la vie israélienne. Presque toutes les dernières années, il n'y a pas eu sur le territoire de 48 d'activités ou d'événements commémoratifs de la Nakba organisés par les partis ou officiellement réunissant le peuple palestinien le 15 mai. Du coup cette célébration prend ici en quelque sorte un caractère folklorique, c'est une activité essentiellement familiale de visite des lieux, de chants, ce qui est bien, et fondamental même d'un point de vue éducatif, mais manque de contenu politique du point de vue de la lutte politique. Cela dit que la Nakba et le retour font partie de notre identité politique et culturelle au sens large mais ne font pas partie de l'action politique au sens de la lutte de libération. Alors par exemple, on ne s'autorise pas à faire ces événements dans les villes faute d'obtenir une autorisation de la police, on fait cela le jour férié israélien. Cela risque de transformer la question des réfugiés et de la Nakba sur le modèle du traitement de celle des indigènes aux Etats Unis. Alors oui nous revêtons les uniformes des réfugiés et nous arborons l'identité folklorique de la Nakba mais nous n'intégrons pas cette marche du retour dans le cadre de la lutte politique

***N'y a-t-il pas ici aussi (comme aux Etats unis dans la situation que tu décris) un élément d'achec ou de défaite qu'il faut prendre en compte ou à tout le moins de rapport de force. A Gaza et même ici à Haifa une volonté de protéger les gens de la violence ?***

Je ne parlais pas de Gaza. Mais je crois aussi qu'une partie importante de la direction politique fonctionne avec cette idée de défaite. Il y a une différence entre l'achec ou la défaite et le rapport de force. La défaite tend vers l'idée qu'on ne peut rattraper la perte historique. Qu'il n'y aura pas de justice et qu'on ne recouvrera pas nos droits. Je suis convaincu qu'une partie importante de la direction traditionnelle s'intéresse à la Nakba et au droit du retour comme un concept culturel et n'est pas convaincue qu'il puisse se concrétiser politiquement, ni que la justice historique puisse être restaurée. Que dit par exemple la direction de la « liste arabe unie » (au parlement israélien) : quand nous sortons célébrer le jour de la Nakba dans la marche du retour, ce n'est pas contre l'Etat mais contre le malheur que l'Etat a causé pendant les premières années de son existence. C'est une position qui existe et qui dit que l'on peut réaliser le concept du retour et marquer la Nakba à l'intérieur du cadre de la citoyenneté (israélienne). Certes, c'est très important pour des milliers d'enfants palestiniens de revenir sur les traces des villages détruits et d'apprendre l'histoire!

Mais, cette fois, parce que Gaza a choisi d'aller vers un grand événement pour le jour de la Nakba le 15 mai, il s'est passé quelque chose de très politique, de non routinier, de très intelligent, et qui a une dimension historique.

On connaît cette fameuse dichotomie que l'on parle de Gaza, entre Hamas et les gens, Mais c'est ne pas comprendre que l'espace non partidaire à Gaza est proche de zéro. La société gazaouie est traditionnellement tellement organisée par l'appartenance à un parti, que cela structure même les familles, telle famille est Fatah ou FP etc! C'est d'ailleurs un composant sociologique fondamental de la société palestinienne dans les territoires occupés et parmi les réfugiés. C'est comme l'affirmation qui a été faite que la plupart des tués étaient proches d'activistes terroristes à l'époque (il rit!) Mais c'est Gaza !

Ce qui est nouveau cette année, c'est que le Hamas a accepté de donner un espace d'organisation et d'action populaire à Gaza, qu'il n'accorde pas habituellement. En général il est très réticent à cela, peut-être à cause de son obsession sécuritaire, et peut-être aussi par bêtise politique. Il y a donc eu une véritable organisation des gens en dehors des partis, même si certains habituellement sont membres du Hamas, ils ne l'ont pas fait par obéissance à des ordres du parti. Hamas a lâché les rênes mais il a aussi essayé de tirer profit de la situation en tentant de récupérer l'action, en proclamant par exemple que la plupart des tués étaient membres du Hamas, ce qui était bête et faux en même temps. Bien sûr qu'il faut utiliser son profit une situation pour en tirer des avantages politiques, pour allonger le siège par exemple, et donner une légitimité à la résistance. Mais il faut le faire intelligemment.

Cette organisation populaire a produit deux situations de portée historique : C'est la première fois que la situation contemporaine, en l'occurrence le siège de Gaza actuel et ses effets, se trouve connectée avec force avec des événements historiques et des valeurs, la Nakba, et le droit au retour. C'est un phénomène rare. Impossible de dissocier le siège, l'occupation, du droit au retour. On ne peut plus dire : arrêtons l'occupation, arrêtons le siège, on ne peut plus parler de rien en dehors du cadre du droit historique du retour. C'est la première fois que cela se produit, même pendant la première Intifada on n'avait pas fait ce lien, ou sous forme de slogans, mais pas de façon systématique et liée à l'action. C'est la première fois que quelqu'un dit : la solution à mon problème d'aujourd'hui, le problème de l'eau, et de la nourriture et des médicaments et de l'électricité, ne peut être résolu en dehors de la pensée du droit au retour et de la Nakba, cela n'est pas arrivé souvent dans l'histoire du peuple palestinien, en particulier entre les années 80 et aujourd'hui. En effet ce qui est évident à comprendre pour les réfugiés de l'extérieur, l'importance du droit au retour, l'est beaucoup moins pour ceux qui ont été déplacés à l'intérieur de la Palestine, à Gaza, en Cisjordanie ou sur le territoire de 48. Pour eux cette question est souvent diluée dans d'autres problèmes comme l'inégalité, l'apartheid, la colonisation. La marche de Gaza, dont une majorité de la population est réfugiée, révèle l'essence profonde et première du conflit.

Dans la situation de Gaza, après Oslo, après le débat sur un ou deux Etats, revenir et dire clairement : non! la solution au problème de l'eau à Gaza c'est le droit au retour, cela a fait atteindre au droit du retour des niveaux dont nous n'avions pas rêvés, les gens, soudain se mettent à parler du droit au retour comme de quelque chose de pertinent, de possible.

Cela c'est du ressort des principes. Sur le plan concret, il y a quelque chose auquel le peuple palestinien était peu habitué qui est que l'action populaire, les manifestations, la résistance populaire pouvait se conduire sans contradiction avec la résistance armée. La résistance populaire s'exprime comme pendant la première intifada, mais en même temps qu'est présente une organisation militaire qui dit : on ne lâche pas les armes et nous conservons le droit d'agir militairement contre l'occupation. Le Hamas détient les armes et revendique le droit à la résistance armée. Alors que si l'on regarde les grandes étapes de la lutte, la première intifada a été perçue essentiellement comme résistance populaire, la seconde principalement à dominante armée. Avant cela, au Liban comme en Jordanie dans les années 70 la perception dominante était celle de la résistance armée.

***Je suis surprise, car sur le terrain, ce soutien militaire dont tu parles n'est pas visible, de plus en France on associe systématiquement droit au retour et opposition au transfert de***

---

***lâ??ambassade amÃ©ricaine Ã JÃ©rusalem, comme les deux revendications de la marche.***

Je nâ??ai pas voulu dire que câ??est un renfort ou un soutien actif, mais on sait que Hamas a la capacitÃ© dâ??agir militairement, rappelle-toi ce qui sâ??est passÃ© en Cisjordanie par exemple : Ã la fin des annÃ©es 80 Arafat avait choisi le rejet des armes et le soutien Ã la rÃ©sistance populaire. Mahmoud Abbas avec lâ??AutoritÃ© palestinienne refuse aussi les armes, mais ne soutient pas pour autant, et mÃªme rÃ©prime la rÃ©sistance populaire. De fait il rÃ©prime les deux modes de rÃ©sistance. Hamas, lui, avait refusÃ© de rendre les armes.

Câ??est bien la premiÃ¨re fois quâ??on a cette synthÃ¨se impressionnante : simultanÃ©ment une rÃ©sistance civile qui ne sâ??oppose pas au principe du droit Ã la rÃ©sistance armÃ©e, et une rÃ©sistance armÃ©e qui nâ??annule pas lâ??importance de lâ??implication des masses populaires dans le processus de libÃ©ration.

***Tu veux dire alors quâ??il y a une coupure entre Cisjordanie et Gaza, notamment sur cette question ?***

Bien sÃªr que la coupure est profonde ! Et Ã bien dâ??autres niveaux encore. A prÃ©sent pour rÃ©pondre sur lâ??ambassade et JÃ©rusalem, on nâ??a pas vraiment vu de rÃ©volte massive, ou un soulÃ¨vement dâ??ampleur. Lâ??intÃ©rÃªt populaire nâ??est pas manifeste pour ce qui est considÃ©rÃ© comme des enjeux diplomatiques, politiques ou juridiques, autant de cadres dans lesquels les Palestiniens nâ??ont pas confiance. Ils ne voient pas en quoi le droit international les a jamais aidÃ©s, ils ont le sentiment quâ??il ne leur apporte rien. Si lâ??ambassade nâ??est plus Ã Tel Aviv et quâ??elle est Ã JÃ©rusalem, quâ??est-ce que cela change pour eux ? Ils sont bien plus intÃ©ressÃ©s par ce qui influe directement sur leur vie quotidienne : Essaye de bloquer une des portes de la vieille ville et tu verras le soulÃ¨vement immÃ©diat.

***Mais si on touche Ã la MosquÃ©e ?***

Oui bien sÃªr, la MosquÃ©e sa symbolique religieuse est une composante essentielle dans la sociÃ©tÃ© palestinienne et son identitÃ© culturelle. De plus câ??est une grande partie du territoire de la vieille ville. En rÃ©alitÃ© la mosquÃ©e constitue aussi lâ??axe majeur de lâ??organisation urbaine et de la circulation de toute la vieille ville.

***Il y a quand mÃªme la colÃ¨re du monde musulman et une inquiÃ©tude sur le sens de ce transfert, son impact sur la vieille ville et les lieux saints musulmans.***

Il faut juste Ã©couter les slogans de Gaza, ce que disent les gens de Gaza. Les gens de Gaza ont fait la marche Ã cause du siÃ¨ge et parce quâ??ils sont en majoritÃ© des rÃ©fugiÃ©s qui ont gardÃ© une forte conscience politique de rÃ©fugiÃ©s. Et cela malgrÃ© les tentatives dâ??affaiblir cette conscience de rÃ©fugiÃ©s depuis Oslo. Par exemple lâ??autoritÃ© palestinienne avait essayÃ© de transformer les camps de rÃ©fugiÃ©s en autant de municipalitÃ©s, de villes, pour essayer dâ??annuler ce statut social de rÃ©fugiÃ©, ils ont Ã©chouÃ©.

***Et en Cisjordanie que sâ??est-il passÃ© autour de la marche du retour ?***

De fait, relativement Ã toute la Cisjordanie, Ã lâ??espace de la premiÃ¨re intifada, cette fois, Ã part une manifestation importante Ã Ramallah, il ne sâ??est quasiment rien passÃ©, dâ??oÃ¹<sup>1</sup>

lâ??intÃ©rÃ©t des manifestations de HaÃ¯fa, la Â« ville de la coexistence Â» (*grand sourire*).

La jeune gÃ©nÃ©ration de Gaza a assumÃ© la lutte avec humour : organisÃ©e en brigades, les jeunes se sont rÃ©partis entre les brigade des pneus. Les trÃ©s jeunes se baladent toute la semaine dans Gaza Ã la recherche des pneus Ã collecter pour lâ??utilisation le jour de la manifestation. Ils ont un porte-parole officiel, câ??est trÃ©s drÃ©le. Il y a la brigade de lâ??armÃ©e de lâ??air qui sâ??occupe des cerfs volants, et celle des coupeurs de barriÃ¨re, il y a mÃªme une brigade Â« divertissement Â», et celle gÃ©niale du Â« refus de comprendre Â», qui prend le contre-pied satirique des unitÃ©s de nÃ©gociations palestiniennes, câ??est leur unitÃ© diplomatique en quelque sorte !

### **Mais comment sais-tu tout cela ?**

Tout est visible sur facebook, il y a des dizaines de vidÃ©os, ils ont un porte-parole par brigade. Regarde, (*il me montre sur son portable*), ils ont filmÃ© la parade de lâ??unitÃ© des pneus. Tout cela circule sur facebook avec forces blagues et traits dâ??humour, prenant totalement Ã rebours les accusations de morbiditÃ© suicidaire! la jeunesse de Gaza se bat et dans la joie. Ils sont drÃ©les et ils rient, il faut dire quâ??ils sâ??ennuient ferme Ã Gaza oÃ¹ il nâ??y a rien Ã faire, jour aprÃ©s jour.

<https://www.facebook.com/Hay.Tuofaah.1/videos/1788471624542898/>

<https://www.facebook.com/anwar.bas/videos/10216361802222144/>

### **Alors, raconte un peu : comment, pourquoi les manifestations Ã HaÃ¯fa ?**

Pourquoi HaÃ¯fa, câ??est la bonne question. Dâ??abord cela se passe Ã HaÃ¯fa parce que câ??est plus difficile Ã organiser dans toute autre ville Ã population arabe dâ??IsraÃ©l. Nazareth, Sakhnin, Um el fahem, Ara, ou mÃªme Akko et Jaffa, etc â?? sont des villes oÃ¹ les municipalitÃ©s, en plus des violences policiÃ¨res ont ÃtÃ© soumises Ã de telles pressions du gouvernement aprÃ©s les manifestations de ces derniÃ¨res annÃ©es, quâ??elles ne peuvent accueillir sans problÃ©mes des manifestations, surtout celles composÃ©es de jeunes qui risqueraient dâ??Ãªtre moins sages que dans les manifestations traditionnelles. Alors que HaÃ¯fa câ??est une vraie ville, la seule oÃ¹ personne ne viendra nous dire Â« ne manifestez pas Â» ou Â« tenez-vous bien Â». Cette nouvelle forme dâ??organisation commencÃ©e avec les manifestations contre le plan Praver (*qui prÃ©voyait la judaÃ©sation du NÃ©guev et le dÃ©placement de plus de 40 000 bÃ©douins, en cours de rÃ©alisation dâ??ailleurs â?? lire <http://ujfp.org/spip.php?article2967>*), elle regroupe des jeunes palestiniens encartÃ©s ou non Ã Balad ou Hadash, mais indÃ©pendants, qui se retrouvent via les rÃ©seaux sociaux et sâ??organisent plutÃ´t loin des partis politiques. Tout fonctionne par rÃ©seaux sociaux et Ãtonnamment bien. Il y a eu des manifs lundi, mardi, vendredi, et dimanche dernier. Les mots dâ??ordre de ces manifestations ne sont pas des mots dâ??ordre de solidaritÃ© ou de soutien Ã la marche du retour de Gaza. Nous sommes une partie, une branche de la marche du retour, câ??est pourquoi nous nâ??avons pas dâ??autres mots dâ??ordre que ceux de Gaza : Briser le siÃ©ge, Droit au retour . La direction traditionnelle de 48 (*celle des Palestiniens citoyens dâ??IsraÃ©l*) nâ??arrive pas Ã se percevoir comme une partie de cette marche, elle sâ??est exprimÃ©e aprÃ©s la manifestation du vendredi 18 mai, contre les Â« violences policiÃ¨res Â» et contre la Â« restriction de lâ??espace dÃ©mocratique Â».

Depuis les manifestations contre le Plan Praver, la dÃ©cision stratÃ©gique a ÃtÃ© prise de ne plus demander dâ??autorisation de manifester. La loi ne dit pas que toutes les manifs nÃ©cessitent une

demande d'autorisation. Par exemple un rassemblement, même de mille personnes, sur le trottoir, et sans mégaphone, ne requiert pas d'autorisation. S'il y a un élément de discorde fondamental entre les organisateurs de ces rassemblements et les dirigeants des partis traditionnels, c'est bien cette question des autorisations pour les manifestations. Hadash les a beaucoup attaqués sur ce choix et sur le blocage d'une artère principale de la ville.

Mais les organisateurs de ces événements ne veulent pas discuter avec la police, ni avant ni pendant les manifestations. C'est une forme d'escalade assumée, car il n'est pas possible qu'après toutes ces années un seul pas en avant ne soit effectué. Ces organisateurs ne sont pas pour autant des brutes. Ils connaissent la loi, et leurs droits. Par exemple, rien n'oblige à disperser une manifestation non autorisée. Lors de la première manifestation du 14 mai ils ont bloqué l'avenue Haatzmaout (*avenue de l'indépendance artère centrale en bas de la ville au port*) pendant 20 mn, la manif a duré une heure et demi en tout et s'est dispersée calmement. Après tout ils savent bien que les handicapés qui protestent bloquent Ayalon, (*le boulevard principal de Tel Aviv*), que les Ethiopiens en manifestation ont bloqué la route 6 (*autoroute centrale*).

Il a aussi été difficile de manifester dans la ville basse, encore peuplée de Palestiniens jusqu'en 2000 et qui subit en ce moment même un processus de gentrification accéléré, conduit par la société « Homeland ». C'est un quartier redessiné pour le tourisme et rebaptisé « le souk turc ». C'est un quartier aussi très proche de Wadi Salib, (*quartier palestinien évacué en 48 puis partiellement repeuplé de réfugiés revenus, et aussi d'immigrés juifs marocains dans les années 50*) qui est totalement détruit aujourd'hui, ces lieux concernent aussi le droit du retour.

### **Parle-moi des violences policières de la manif du vendredi 18 mai :**

Ce n'était pas la manifestation la plus violente qui se soit produite à Haïfa, il y a eu des manifestations bien plus violentes, pendant les mobilisations contre le Plan Praver en 2013 des gens sont arrivés à l'hôpital en danger de mort, quelqu'un a failli perdre un œil. Il y a deux choses à noter sur cette violence et qui sont liées à la situation autour de Gaza. Cette fois la violence a été « manuelle » si l'on peut dire, pas de tirs de gaz lacrymogènes ou autres, mais les brutes cognent contre les murs, un genou cassé, un coup de pied, une oreille éclatée, tout cela non pas dans une dispersion musclée, mais plus tard, à froid, à l'intérieur du poste de police. Quand c'est une violence de proximité, avec les mains, tu regardes l'agresseur dans les yeux et le « sentiment » de violence est encore plus grand. C'est la même chose à Gaza, toute proportion gardée, des morts il y en a eu des centaines pendant l'opération militaire israélienne de 2014, mais soixante tués par les tirs de snipers à Gaza, d'une façon tellement frontale et brutale, c'est encore autre chose, un autre niveau.

Cette violence qui s'est produite contre les gens arrivés à Haïfa et dans le poste de police, porte en elle-même un message : Organiser une manifestation en unité, et non en solidarité, avec Gaza, avec les slogans de Gaza, c'est briser le cadre légal de la citoyenneté, et la réponse est à la hauteur, hors du cadre légal de l'utilisation de la force. C'est la raison pour laquelle les organisateurs se sont dit qu'il fallait appeler rapidement à au moins une autre manifestation quelque-soit le contexte, parce que sinon il ne pourrait plus rien se passer dans cette ville pendant plusieurs années.

Le 1<sup>er</sup> juin une autre manifestation a donc été organisée à Haïfa par ce réseau et a rassemblé quelques centaines de participants, le double environ de celle du 18 mai ; elle s'est déroulée sans répression policière.

***\*Majd Kayyal jeune journaliste et écrivain vit à Haïfa, sa famille est réfugiée du village de Barwa. Militant, il a coorganisé plusieurs campagnes et projets politiques. Son premier roman, « The tragedy of Sayyed Matar » (2016) a reçu le prix du jeune écrivain de la Fondation Qattan . En 2017 il a publié une étude politique: « How does the Zionist regime transform itself? The case of Netanyahu and the Israeli Media ». Il écrit pour le journal libanais Assafir Al Arabi, et d'autres organes de presse, ainsi que pour le blog qu'il a ouvert en 2010.***

date créée  
2018/06/09